

N° 6.

JUIN

1902.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOGIE.
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER
DER
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN
IN KRAKAU.

PHILOGISCHE KLASSE.
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.



CRACOVIE
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
1902.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1872 PAR
S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :

S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : S. E. M. JULIEN DE DUNAJEWSKI.

PRÉSIDENT: M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. STANISLAS SMOLKA.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE:

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

- a) classe de philologie,
- b) classe d'histoire et de philosophie,
- c) classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international“ qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.

Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie
M. Stanislas Smolka.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków, 1902. — Drukarnia Uniw. Jagiell. pod zarządkiem Józefa Filipowskiego.

II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 16 JUIN 1902

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL.

M. L. ABRAHAM présente son travail: „*Sur la juridiction des évêques de Leubus dans la Petite-Russie* 1)“.

M. O. BALZER présente son travail: „*Contributions à l'histoire des sources du droit polonais* 2)“.

1) Voir ci-dessous aux Résumés p. 111.

2) Voir ci-dessous aux Résumés p. 114.

Résumés

15. Posiedzenie Komisyi i historyi sztuki z dnia 22-go marca 1902 roku.
(*Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art du 22 mars 1902.*)

Le président communique le nouveau volume des publications de la Commission (Tome VII. fasc I. et II.).

Au nom [de tous les collaborateurs, M. Lepszy exprime des vifs remerciements au président pour cette publication magnifique au point de vue typographique et ornée d'illustrations de premier ordre: c'est un ouvrage du plus haut intérêt et de la plus haute valeur.

Le président fait remarquer à la Commission qu'il serait urgent d'entreprendre des recherches, de faire des études sur les monuments de l'époque romane en Pologne, qui jusqu'ici ont été négligés. En premier lieu on devra s'occuper de la chapelle de Gieble et de l'église de Miechów. M. Lepszy excuse en quelques mots les retards apportés à l'examen du mausolée de Lokietek.

Le président donne lecture des procès-verbaux des séances tenues en juin et juillet 1902 par la section de la Commission à Léopol. Dans la première de ces séances, M. Antoniewicz communiqua la suite de son travail sur „Chodowiecki et ses rapports avec la Pologne“. L'orateur fit ressortir la place occupée par le maître graveur dans l'art de son temps, son goût et son habileté dans la reproduction des petits chefs-d'oeuvre des écoles flamande et hollandaise, mais en revanche son incompréhension de l'art monumental. S'arrêtant ensuite au voyage de Berlin à Dantzig, M. Antoniewicz regretta que les illustrations de cet ouvrage eussent fait tort au texte, si remarquable pourtant, véritable document sur l'art

à cette époque, non seulement en Allemagne, mais encore en Pologne.

A cette même séance, M. Mokłowski présente un croquis des chambranles des portails des églises ruthènes à Drohobycz et à Stara Sol: ce sont des spécimens caractéristiques de l'époque de la transition du roman au gothique.

Le procès-verbal rapporte que les membres du comité de Léopol, s'étant rendus le 20 juin à l'église des dominicains, à Léopol, à l'effet d'y examiner la statuette désignée sous le nom de „Notre Dame de St.-Hyacinthe“, dont il avait été question dans une précédente séance, et à propos de laquelle M. Lozinski avait fait une communication très discutée, constatèrent d'abord que la tête de l'Enfant Jésus avait disparu; que quelques mois avant cette mutilation les couronnes qui ornaient autrefois la tête de la Vierge et celle de l'Enfant avaient été dérobées, en même temps que beaucoup d'autres objets se trouvant dans la même chapelle. Ces couronnes étaient d'une époque postérieure à celle de la statuette. M. Antoniewicz, après avoir soigneusement analysé cette sculpture, démontre qu'elle datait de la seconde moitié du XIV^e siècle et qu'elle avait de frappantes analogies de style avec l'art menu-plastique français de cette époque.

Dans la séance du 24 juillet, M. Sigismond Batowski, fit connaître un inventaire manuscrit des joyaux du roi Stanislas Auguste. Cette pièce, établie en 1785, par Jean Albertrandi, prouve que cette collection sur laquelle on n'a pas d'autres renseignements et qui s'est égarée on ne sait en quelles mains, contenait des pierres très belles, entre autres, toute une série de gemmes dues au seul artiste fameux de la glyptique polonaise, Jean Regulski (1760—1807.).

M. Batowski expliqua ensuite le rôle joué par Albertrandi, comme conservateur des collections royales, et parla des voyages entrepris par cet agent à la recherche d'objets d'art pour le Cabinet de son souverain. M. Antoniewicz, continuant de soumettre à ses collègues ses recherches sur Chodowiecki, signala comme oeuvre maîtresse de cet artiste à Dantzig le portrait miniature du primat Podoski, qu'on a pu admirer à l'exposition rétrospective de l'art polonais, à Léopol en 1894.

M. Valérien Eliaz présente une note sur l'église Sainte-Catherine à Cracovie.

Accotée à cette église une chapelle qui, depuis 1728, sert d'oratoire aux religieuses Augustines, était désignée sous le nom de „chapelle hongroise“. sans qu'on pût s'expliquer d'où lui venait cette dénomination. M. Eliaz en fouillant les chartes et documents du monastère des Augustins a découvert que cette chapelle fut fondée par Scibor de Sbivorzye, fidèle serviteur de l'empereur Sigismond qui donna en récompense à ce loyal ami d'immenses terres en Hongrie, entre autres le château d'Orawa. Scibor devint même palatin de Transylvanie.

Avant de quitter la Pologne pour s'établir en Hongrie, Scibor bâtit la chapelle en question, et, ayant quitté le pays, ne manqua pas d'envoyer à Cracovie des sommes considérables pour l'entretien de sa fondation. C'est certainement pour ce motif que l'on appela „chapelle hongroise“, ce monument élevé par un futur grand dignitaire hongrois dont on voyait encore le blason sur la voûte en 1877. monument qui fut encore ensuite embelli grâce à des subsides venus de Hongrie.

L'étude des actes et l'examen de la construction autorise le rapporteur à conclure que la chapelle de Scibor fut à l'origine le sanctuaire où les ermites de S. Augustin, appelés de Prague à Cracovie par Casimir le Grand, célébraient leurs offices, avant la construction du choeur de l'église. L'acte de consécration de l'église de Ste Catherine (1378), consécration faite par Jean, évêque suffragant de Cracovie, ne mentionne qu'un choeur avec grand autel et un cimetière entouré d'une galerie. La nef principale fut édifée plus tard et lorsqu'elle atteignit à la chapelle Scibor, les axes des plans se modifièrent, de telle sorte que la fenêtre sur la façade occidentale semble de guingois, les jambages n'ayant pu être pratiqués dans les murs de la chapelle. Le rapporteur fait remarquer que les figures sculptées sur les claveaux de la voûte du choeur représentent des têtes d'âne et non des têtes de boeuf. C'est le blason de la famille Ligenza, bienfaitrice de l'église et du couvent de Sainte-Catherine. Dans les actes du couvent on voit que ces Ligenza firent des dons et des legs pour la restauration de la voûte menaçant ruine.

M. Le Comte Georges Mycielski donne lecture de l'abrégé de son travail sur „Jean Bapliste Lampi et Felix Potocki“.

Après avoir brièvement rappelé la biographie du père de Jean Lampi (1751—1830) et dit quelques mots de la dernière monographie, très faible, due à M. Fournier Sarlovèze, il constate que le court

séjour que l'artiste fit en Pologne eut lieu entre 1787 et 1791; mais que Lampi avait été précédemment en relations avec des Polonais. Il peignit les premiers portraits de Félix Potocki et de sa femme Marie Joséphe Mniszech, à Vienne, de 1785 à 1787. Plus tard, après avoir passé quatre années consécutives à Varsovie, dans l'automne de 1791 et à l'occasion d'un voyage de Jassy à Pétersbourg, il est fort probable que Lampi s'arrêta à Tulczyn et y fit quelques portraits, entre autres de la femme de Félix avec sa fille Pélagie Sapieha, et une grande toile où cette même comtesse Potocka est représentée dans un atelier de peintre, en compagnie de Lampi lui-même et de l'architecte Latour. Ce n'est que plus tard, à Pétersbourg, (1792—1798) qu'il peignit Sophie la Grecque, devenue femme de Potocki en 1798. Les derniers ouvrages de Lampi, exécutés pour le grand seigneur polonais, furent deux portraits ovales, de petite dimension, mais excellents, de Félix Potocki et de son fils aîné, Félix. Ces toiles de valeur appartiennent aujourd'hui à la princesse Ferdinand Radziwill, née Pélagie Sapieha. Elle a bien voulu en envoyer la photographie à M. Mycielski.

M. Tomkowicz donne lecture de la première partie de son travail: „Les musiciens et les fabricants d'instruments de musique à Cracovie“. Nous n'avions jusqu'ici que de maigres renseignements sur la musique à Cracovie, malgré que cet art y eût joué un rôle marquant. Fort cultivé à la cour royale, au XVI^e et au XVII^e siècle, il était aussi en grande faveur chez les bourgeois dans les inventaires desquels figurent très souvent des instruments de musique.

Ces instruments fabriqués à Cracovie, dès le commencement du XVII^e siècle, jouirent d'une renommée méritée.

Il y avait à cette époque une société musicale, la confrérie „contubernium“ à laquelle appartenaient, non seulement des bourgeois et des musiciens de profession, mais encore des gens de divers rangs et fonctions royales, sénatoriales, etc. „pourvu qu'il fussent musiciens“.

Les musiciens de Cracovie n'ayant pas leur bastion ou tour à eux sur les remparts, ne formaient point par conséquent une corporation et constituaient une sorte „d'école d'art libéral“.

La confrérie avait deux sortes „d'anciens“: les anciens royaux et ceux de la ville, c'est à dire deux sergents et musiciens royaux et deux citoyens. La chapelle de la confrérie communiquait par

une galerie avec l'église des cordeliers. C'était un édifice (détruit au XIX^e siècle) dont l'inventaire de l'église dressé en 1792, nous donne une description. Il avait été abandonné par les musiciens dans la première moitié du XVIII^e s. En dehors de cette société cracovienne, existait à Kazimierz une seconde confrérie dite des „usualistes“. A cette confrérie appartenait vraisemblablement le livre des dépenses à Kazimierz, de 1809 à 1820.

M. Tomkowicz fait remarquer que M. le major Hajdecki de Vienne, connaisseur et historien fort compétent des instruments de musique, prétend que le violon est originaire de la Pologne.

M. Krzyżanowski dit que la corporation des musiciens avait une organisation analogue à celle des imprimeurs, considérée comme noble : c'est pourquoi elle comprenait des membres de diverses classes de la société.

M. Lepszy est élu vice-président; sont nommés collaborateurs de la commission: M. M. Ferdinand J. Lehner à Prague, Louis Fournier à Lyon, Louis Puszet à Cracovie, Emmanuel Swieykowski à Tokarówka, dans le gouvernement de Kiew, et Jean Zubrzycki à Cracovie.

16. Prof. L. ABRAHAM. *Jurysdykcyja biskupów lubuskich na Rusi. (Die Jurisdiktion der Bischöfe von Leubus in Klein-Russland).*

Die bisherigen Hypothesen in der geschichtlichen Literatur über den Ursprung der Jurisdiktion der Bischöfe von Lebus in Rußland und über deren gesetzmäßige Begründung gehen sehr weit auseinander, aber keine derselben kann in den Quellen eine annehmbare Grundlage aufweisen. Die einen leiten sie aus der Schrift Alexanders IV. v. J. 1257 ab (Theiner Monum. Pol. I. Nr. 144), andere folgen der Tradition des XIV. Jhd. und behaupten, daß das Bistum Lebus ursprünglich in Rußland gegründet und erst nachträglich mit Beibehaltung der früheren Jurisdiktion an die Ufer der Oder verlegt worden sei und Prof. Caro schließlich, der sich auf einen Abschnitt der Annales Reinhardbrunnenses v. J. 1226 stützt und in demselben „Russie“ statt „Prussie“ liest, gelangt zu dem Schluß, daß in jener Zeit Kaiser Friedrich II. dem Landgrafen von Thüringen Ludwig Rußland zu Lehen verliehen hätte, so weit er es würde erobern können, und da der Landgraf bereits

im J. 1225 das Land Lebus eingenommen hatte, so stehe die Jurisdiktion des Bischofs von Lebus in Rußland mit jener Belehnung in Verbindung.

Letztere Hypothese läßt sich nicht aufrecht erhalten, da Lebus trotz einer vorübergehenden Einnahme durch Ludwig diesem niemals gehört hatte, zumal es bereits vorher dem Erzbischof von Magdeburg zugewiesen war; ebenso kann auch die vorgeschlagene abweichende Lesart *Russie* statt *Prussie* nicht gerechtfertigt werden, obwohl Ludwig mit dem König von Ungarn, Andreas II., verschwägert war. Dagegen zeugt die Belehnung mit Preußen „*quantum expugnare valeret*“ mit einer gleichzeitigen ähnlichen Belehnung Hermanns von Salza davon, daß zwischen dem Deutschen Orden und dem Landgrafen behufs vereinten Vorgehens bei der Eroberung Preußens ein gewisses Einverständnis erzielt wurde. Die erste Hypothese kann direkt auf Grund des Dokumentes vom J. 1257 umgestoßen werden, da daselbst von einer früheren Ausübung dieser Jurisdiktion die Rede ist und diese Angabe unmöglich als falsch angesehen werden kann. Schließlich muß auch die Ansicht, daß das Bistum von Rußland nach Lebus verlegt worden sei, fallen und zwar erstens deswegen, daß die Bischöfe von Lebus selbst sich im XIII. Jhd. auf eine derartige Begründung ihrer Jurisdiktion nicht berufen und zweitens aus dem Grunde, weil in den gleichzeitigen Quellen auch nicht eine Spur von einer solchen Translation zu finden ist, ja, nicht einmal die Zeit sich bestimmen ließe, wann eine solche hätte stattfinden können. Nach der Lebuser Tradition hätte das Hochstift einstmals in dem Volhynischen Włodzimierz existieren sollen, Włodzimierz konnte aber, abgesehen von der Regierungszeit Boleslaus des Tapferen nur unter Boleslaus dem Kühnen von 1068 bis 1077 zu Polen gehört haben. Im J. 1075 ließ die Organisation der Bistümer in Polen noch viel zu wünschen übrig, so daß in der damaligen Zeit von der Gründung eines Bistums in Rußland schwerlich die Rede sein konnte, um so weniger, da in Włodzimierz ein Bistum mit griechischem Ritus existierte und das Schisma daselbst endgiltig noch nicht zur Herrschaft gelangt war. Hätten schließlich in der ersten Hälfte des XII. Jhd. die Bischöfe von Lebus irgendwelche Jurisdiktion in Rußland ausgeübt, so müßte davon eine Spur in dem Briefe des Krakauer Bischofs Matthäus an Bernhard von Clairvaux zu finden sein, da doch in diesem Brief ausschließlich von einer Mission in Rußland die Rede ist.

Nach der Ansicht des Verfassers stammt der Ursprung dieser Jurisdiktion aus der Regierungszeit des Fürsten Roman in Włodzimierz. Roman berief Ansiedler aus dem Westen und nahm, selbst in dem Westen in Polen erzogen, Anteil an der Politik des Westens, wofür als Beweis die Nachrichten dienen können, daß er auf seinem Zuge nach Sachsen bei Zawichost eine Schlacht geliefert hatte; schließlich lassen sich Spuren verfolgen, daß er mit deutschen Klöstern in Verbindung stand, da in dem Nekrolog des Erfurter Klosters des heil. Petrus infolge der dem Kloster gemachten Geschenke der Tag seines Hinscheidens verzeichnet ist. Unter den ihm zeitgenössischen polnischen Bischöfen erscheint Arnold, der Bischof von Lebus, vordem Abt in Mogilno, ein deutscher Benediktiner, in der Nähe von Rußland in Sandomir im Jahre 1191 und es ist wahrscheinlich, daß die Benediktiner, die den deutschen Kaufleuten und Ansiedlern bis nach Włodzimierz nachzogen, zur Konsekration der Kirchen und zu anderen Handlungen der geistlichen Jurisdiktion einen Bischof beriefen, der aus ihrem Orden hervorgegangen war, und zwar mit Bewilligung Romans. Auf diese faktische Ausübung gewisser jurisdiktioneller Handlungen stützten in der Folge die Bischöfe von Lebus ihre weiteren Ansprüche. Als um das J. 1233 auf Bestreben des Erzbischofs von Gnesen und des Bischofs von Preußen Christian ein russisches Bistum gegründet worden war, daß dem Zisterzienser Gerard anvertraut und von Konrad von Masowien oder dessen Sohn Boleslaus mit Opatów (wo früher neben der Stiftskirche ein Kloster — vielleicht irischer Benediktiner, das eingegangen war, existiert hatte) ausgestattet wurde, da setzte der Bischof von Lebus Laurentius, der den Umstand benützte, daß das Sandomirer Land Konrad in der Folge entzogen wurde und der dabei seine Ansprüche auf die Jurisdiktion in Rußland hervorhob, es bei dem Vormund Boleslaus des Keuschen, Heinrich dem Bärtigen, durch, daß ihm Opatów und Krosno mit allen Gütern des russischen Bistums verliehen wurden, was eine weitere Begründung seiner Ansprüche nach sich zog. In der Kurie trat der Bischof von Lebus mit denselben jedoch erst dann auf, als Gerard gestorben war und man polnischerseits Schritte tat, in Łukow ein neues Bistum zu gründen, das auch auf Rußland hätte einwirken können. Bei dieser Gelegenheit berief er sich darauf, daß die Bischöfe von Lebus seit undenklichen Zeiten in Rußland über die römischen Katholiken die Jurisdiktion ausgeübt hätten und er-

wirkte im J. 1257 vom Papste das Privilegium, daß seine auf erwähnter Ausübung der Jurisdiktion beruhenden Rechte nicht eingeschränkt werden dürften, obwohl er verschiedener ungünstiger Verhältnisse wegen von Visitationen in Rußland abzusehen habe. Erst diese Urkunde gab seinen Ansprüchen eine gewisse gesetzliche, wenn auch nur mutmaßlich begründete Basis und die Bischöfe von Lebus, gestützt auf diese Urkunde, gestützt auf den Besitz von Opatów, wo sie die Tempelherren angesiedelt hatten, gingen im Laufe des XIV. Jhd., vom Bischof Stephan angefangen, in den wirklichen Besitz dieser Jurisdiktion über. In Halitsch und Włodzimierz nämlich hatten sich infolge engerer Verbindung mit dem Deutschen Orden die Verhältnisse, die Ausübung der geistlichen Jurisdiktion betreffend, zu Gunsten der römisch-katholischen Kirche gewendet.

17. Prof. O. BALZER. *Przyczynki do historii źródeł prawa polskiego. (Beiträge zur Geschichte der polnischen Rechtsquellen).*

Vorliegende Arbeit kann als ein Teil der Prolegomena zu einer neuen Ausgabe der polnischen Gesetze aus der Zeit Sigismunds I, welche vom Verfasser vorbereitet wird, angesehen werden; ihr Zweck ist die Revision, Sichtung und Würdigung der aus der Zeit des Bestehens der polnischen Republik erhaltenen Drucke dieser Gesetze und zugleich die Lösung der Frage, inwiefern sich dieselben zu einer Feststellung des Textes der genannten Gesetze verwenden lassen.

Im ersten Abschnitt werden die Drucke der Reichstagssatzungen und der königlichen Dekrete aus der Zeit Sigismunds I, d. h. solche Drucke der in Betracht kommenden Denkmäler der polnischen Gesetzgebung behandelt, die zu derselben Zeit, also v. 1506 – 1548 als besondere Ausgaben (separate Einzeldrucke) erschienen sind. Zieht man den Inhalt aller revidierten Drucke in Erwägung, so kann man dieselben in bestimmte Kategorien einteilen, u. zw: 1) Große Rechtskodifikationen, wie das II. masovische Statut (von Goryński) vom J. 1540 (hrsg. 1541); 2) kleinere Rechtskodifikationen (Landes- und Städteordnungen) wie die Danziger Stadtordnung v. J. 1526 und die preußische Landesordnung v. J. 1538 (hrsg. 1541); 3)

Sammlungen der Reichstagsstatuten, so die Ausgabe der Statuten Sigismunds v. J. 1524; 4) Drucke einzelner Reichstagsstatuten im strengen Sinne des Wortes (v. J. 1507, 1527, 1532 und 1538); 5) besondere Reichstagsgesetze (v. J. 1524, 1527, 1530 und 1539); 6) Reichstagsbeschlüsse in Betreff der Steuererhebung (v. J. 1526, 1527, 1532, 1533, 1535, 1536, 1538, 1539 und 1542); 7) zahlreiche königliche Dekrete aus der Zeit v. 1518—1545.

Alle diese Drucke unterzieht der Verfasser einer genauen Revision, stellt sie in chronologischer Reihenfolge zusammen, führt mit möglichster Genauigkeit ihre Titel, so weit sie vorhanden sind, an, beschreibt alle übrigen bibliographischen Eigentümlichkeiten und gibt schließlich an, in welchen Sammlungen (Bibliotheken, Archiven) sich die Exemplare eines jeden Druckes gegenwärtig befinden.

Eine genaue Durchsichtung der Archive und Bibliotheken des In- und Auslandes hat das den Bibliographen bisher bekannte Material um ein Bedeutendes vermehrt. Bisher wurden 18 hierher gehörige Drucke angeführt, während der Verfasser in seiner Zusammenstellung ihrer 35 aufweist. Werden aber die einzelnen abweichenden Ausgaben derselben Denkmäler, die zur Zeit Sigismunds I. manchmal zu wiederholten Malen umgedruckt wurden, als besondere Separatdrucke, wie es auch recht ist, aufgefaßt, so springt der Unterschied noch mehr in die Augen; die Bibliographen unterschieden bisher 34 Drucke, die Zusammenstellung des Verfassers zählt ihrer 64.

So z. B. unterschied man bisher 6 Ausgaben der Statuten vom J. 1524, der Verfasser weist 10 nach; 3 Ausgaben der Reichstagsdekrete v. J. 1527, der Verfasser führt 6 an; 2 Ausgaben der Reichstagskonstitutionen v. J. 1532, der Verfasser zählt 7 auf; 4 Ausgaben der Reichstagsdekrete v. J. 1538, der Verfasser kennt 6; 2 Ausgaben der Konstitutionen v. J. 1539, der Verfasser unterscheidet 3. Was die letztere Kategorie der Drucke (die mehrere Ausgaben gehabt haben) anbetrifft, so erwägt der Verfasser überdies die Frage, in welchem Abhängigkeitsverhältnis dieselben zu einander stehen, führt, indem er die Texte sowohl unter einander als auch mit den amtlichen handschriftlichen Texten (polnisches Reichsarchiv) sorgfältig vergleicht, eine Filiation der Ausgaben durch und stellt fest, welcher von den gedruckten Texten als der ursprüngliche anzusehen ist.

Von besonderer Tragweite ist die Beobachtung des Verfassers, daß der Text der in der Sammlung v. J. 1524 (Statuten v. J. 1507, 1510, 1511, 1519, 1520 und 1523) abgedruckten Reichstagsstatuten zum größeren Teil nicht der ursprüngliche und authentische Text ist. Es wurden in demselben bald mehr bald weniger Artikel des Urtextes ausgelassen, die man zur Zeit, als die Sammlung herausgegeben wurde, bereits für minder wichtig oder veraltet hielt; andere Artikel, die man beibehielt, wurden hie und da umgeändert. Da jedoch die Ausgabe v. J. 1524 von amtswegen erfolgte, so ist an dieser Stelle als eigentümliche Erscheinung hervorzuheben, daß ein und dasselbe Gesetz schon unter Sigismund I. zwei aufeinanderfolgende und doch von einander abweichende amtliche Texte hatte, einen ursprünglichen und einen zweiten, der im J. 1524 festgestellt worden ist.

Der verhältnismäßig reiche Vorrat an königlichen Dekreten, die gemeiniglich auf losen Bogen gedruckt wurden und in dieser Form von der königlichen Kanzlei behufs Kundmachung versendet wurden, bildet auch verhältnismäßig die größte Bereicherung des bibliographischen Materials; diese Kategorie der Drucke aus der Zeit Sigismunds I. war den Bibliographen bisher fast ganz unbekannt. Die Ursache dieser Erscheinung ist darin zu suchen, daß die genannten Dekrete entweder in Archiven unter handschriftlichen Urkunden aufbewahrt sind, wo sie die Bibliographen nicht gesucht haben, oder auch in die Manuskripte der Bibliotheken einverleibt sind, die in dieser Absicht ebenfalls nicht untersucht wurden. Die ersten Proben. königl. Dekrete zu drucken, reichen bis in das Jahr 1518 zurück; seit 1524 wird die Drucklegung derselben zur Regel. Zweifellos steht fest, daß die heutzutage erhaltenen Drucke nur ein geringer Bruchteil dessen sind, was gleichzeitig gedruckt wurde; dieselben sind zufällig mit anderen losen Papieren gerettet worden; zahlreiche andere Drucke dieser Kategorie gingen eben aus dem Grunde, daß sie auf losen Bogen gedruckt wurden und gewöhnlich nur eine vorübergehende Bedeutung hatten, viel leichter verloren, als die in Form von Brochüren und Büchern gedruckten Reichstagsstatuten.

Im zweiten Abschnitt wird die Zamoscer Ausgabe der Statuten Sigismunds I. v. J. 1602 untersucht. Dieselbe enthält einen Abdruck der Ausgabe der Statuten v. J. 1524 (d. i. der Statuten v. J. 1507, 1510, 1511, 1519, 1520 und 1523), vermehrt durch

den Abdruck der einzeln erschienenen Statuten v. J. 1527, 1532 und 1538. Ein Vergleich des Zamoscer Textes mit dem Texte der Drucke aus der Zeit Sigismunds beweist, daß nur die Sammlung vom J. 1524 und die Statuten vom J. 1538 nach der editio princeps abgedruckt worden sind; dagegen basieren die Statuten vom Jahre 1527 auf der zweiten, die vom Jahre 1532 auf der dritten Ausgabe. Schon dieser Umstand entwertet die Zamoscer Ausgabe; noch mehr wird ihr Wert durch eine bedeutende Anzahl von Textveränderungen verringert, die in die Ausgabe von 1602 sich entweder zufällig eingeschlichen haben oder absichtlich eingeführt worden sind. Ohne die gewöhnlichen, leicht auffallenden Druckfehler zu rechnen, muß bemerkt werden, daß der Herausgeber noch zahlreiche orthographische und phonetische Aenderungen durchführt, Ausdrücke, die im Original angewendet werden, durch andere gleichbedeutende oder solche von annähernder Bedeutung ersetzt und häufig grammatische Formen umbildet, wodurch er den Inhalt des Satzes entweder verdunkelt oder geradezu ändert; er geht sogar oft so weit, daß er an Stelle eines bestimmten Ausdruckes ein anderes Wort setzt, das einen anderen Begriff ausdrückt. Schließlich fällt noch eine bedeutende Menge von Auslassungen, sei es einzelner Ausdrücke oder sogar ganzer Sätze, auf. Ueberhaupt darf behauptet werden, daß die Zamoscer Ausgabe uns den Text der Gesetze Sigismund I in einer Form überliefert hat, die von dem Urtext bedeutend abweicht und in vielen Fällen entstellt und verdorben ist.

Im III. Abschnitt untersucht der Verfasser die Quellen des ersten Bandes der Volumina legum in der Piaristenausgabe vom Jahre 1732. Des Zusammenhanges wegen beschränkt er sich hier nicht nur ausschließlich auf die Erforschung der Quellen, die bei der Zusammenstellung der im zweiten Teile dieses Bandes enthaltenen Gesetze Sigismunds I verwertet wurden, sondern untersucht auch die Herkunft der Denkmäler der mittelalterlichen polnischen Gesetzgebung, die in dem ersten Teile abgedruckt worden sind.

In Hinsicht auf den ersten Teil läßt sich nun vor allem feststellen, daß in demselben kein einziges Denkmal vorkommt, das nicht bereits in anderen, früher gedruckten polnischen Publikationen enthalten wäre. Der Herausgeber der Volumina hat somit durch Verwertung des handschriftlichen Materials in nichts zur Erweiterung unserer Kenntnis der mittelalterlichen Gesetzgebung beigetragen.

gen. Vorwiegend stützt er sich auf Łaskis *Commune privilegium*, wobei er aber dessen systematische Ordnung in eine chronologische umändert, doch nicht immer mit Glück; sonst folgt er auch Przyłuski (1553), Herbut (Ausgabe v. 1597 oder 1620), Sarnieki (1594), Januszowski (1600), den *Przywileje koronne* (1600), den *Privilegia Prussiae* (1616) und *Iura fundamentalia terrarum Prussiae* (1728), Quellen, die manches enthalten, was Łaski nicht berücksichtigt hatte. In der Auswahl des Materials, insofern dasselbe namentlich von Łaski geboten wird, hält sich der Herausgeber allzusehr an die ihm vorliegenden Quellen, indem er manches abdruckt, was sich im Grunde genommen für eine Gesetzsammlung nicht eignete, so z. B. die Obedienszrede des polnischen Gesandten vor dem Papst oder den Traktat von Kotficz aus dem Gebiete des kanonischen Rechts.

Der Text der Gesetzæ wird vorwiegend genau nach den Quellen, welche der Herausgeber benützte, angegeben; die Fehler und Ungenauigkeiten derselben, wie Textverkürzungen, Interpolationen, Textfehler und ähnliches sind somit ebenfalls in die Volumina übergegangen. Zuweilen versucht der Herausgeber eine selbständige Kompilation der Texte. So wird das Diplom des Thorner Friedens v. J. 1466, das ihm aus zwei Quellen, einmal als Urkunde Kasimirs des Jagellonen, zweitens als Urkunde des Hochmeisters bekannt war, in die Volumina als Vereinigung beider Urkunden übertragen, denen abwechselnd einzelne Abschnitte, die in einander verflochten sind, entnommen werden. Auf diese Weise entstand eine Urkunde, die in Wirklichkeit niemals existiert hat und in der abwechselnd zwei verschiedene Aussteller genannt werden. Noch schlimmer erging es dem Herausgeber mit der Restitution des Textes der angeblichen Gesetzbestätigung Kasimirs des Jagellonen v. J. 1470, die er aus zerstreuten Bestandteilen bei Januszowski zu rekonstruieren suchte. Aus Versehen verbindet er hier zwei Abschnitte, von denen der eine der Gesetzbestätigung des Königs Wladislaw III. v. J. 1434 und der andere einer ebensolchen Bestätigung Kasimirs des Jagellonen entnommen ist, als Bestandteile derselben Urkunde.

Im zweiten Teile, der die Zeiten Sigismunds I. umfaßt, benützt der Herausgeber bereits Handschriften, obwohl nur ausnahmsweise. Handschriftlichen Quellen entstammen insbesondere: der Text der Statuten von Masovien v. J. 1538 und der Reichstagsstatuten v. 1539 und 1540. Was die gleichzeitigen Drucke (aus der Zeit Sigismunds I.) anbetrifft, so steht zweifellos fest, daß, da ihm die

reiche Büchersammlung Załuskis zur Verfügung stand, er einen großen Teil derselben, besonders die Reichstagsstatuten, zur Hand hatte; trotzdem verwendet er in seiner Ausgabe nur zwei derselben, den der Statuten v. J. 1507 (nur zum Teil und ungeschickt) und den Druck des Kriegsgesetzes v. J. 1539. Den Text anderer Statuten druckte er aus der Zamoscer Ausgabe v. J. 1602 ab, wobei er in demselben übrigens neue, weitere Aenderungen durchführt, so durch Modernisation in Phonetik und Ausdruck, durch Unterstellung anderer gleich- oder auch zuweilen andersbedeutender Wörter, durch Umbildung grammatischer Formen, schließlich durch häufige Auslassungen sowohl einzelner Ausdrücke als auch ganzer Sätze. Auf diese Weise ging das für die Gesetzgebung der ersten Hälfte des XVI Jahrh. verhältnismäßig wichtigste Material, der größere Teil der Reichstagsstatuten, in die Volumina in einem Text über, der von dem ursprünglichen, authentischen Text bedeutend abweicht, nachdem er vorher einen dreifachen Prozeß von Aenderungen und Umbildungen durchgemacht, erstens in der Ausgabe v. J. 1524, zum zweiten Male in der Ausgabe v. J. 1602, und drittens in der der Volumina selbst.

Außer diesen Quellen benutzte der Herausgeber zum Teil auch noch dieselben Kompendien und Sammlungen, die ihm bereits im ersten Teile zur Grundlage gedient hatten, also: Przyłuski, Herbut, Januszowski, die *Przywileje koronne*, die *Privilegia Prussiae* und *Iura fundamentalia terrarum Prussiae*, außerdem noch Zalaszowski. In der Auswahl der Texte aus den Quellen ist er nicht immer glücklich; so druckt er das die Güterschätzung betreffende Gesetz v. J. 1527 nicht aus Przyłuski ab, der dasselbe in seinem ursprünglichen authentischen Wortlaut anführt, sondern aus Herbut, der es mit den Artikeln der gleichzeitig (1527) herausgegebenen Reichstagsstatuten kompiliert. Auf den Kompendien fußend, vereinigte er häufig Gesetze von verschiedener Provenienz, die daselbst zufälligerweise neben einander abgedruckt waren, aus Versehen zu einem gemeinsamen Ganzen; so verband er z. B. die königliche Resolution v. J. 1530, betreffend die Anteilnahme des Herzogs von Preußen an der Wahl des Königs, mit dem Artikel des Reichstagsstatutes v. J. 1543, das sich auf die Appellationen wider die Urteile des Herzogs von Preußen bezog, und zwar deswegen, weil bei Przyłuski, der ihm vorlag, beide Artikel auf einander folgten, obwohl mit einem ausdrücklichen Vermerk in Bezug auf ihre Her-

kunft. Umgekehrt trennt er häufig aus Mißverständnis Sachen, die zu einander gehören; so finden wir in den Volumina angeblich besondere Reichstagskonstitutionen v. J. 1544 vor und besondere vom Jahre 1545 (*Lustratio militum*); in Wirklichkeit sind dies Bestandteile desselben Reichstagsgesetzes v. J. 1544, die Przyłuski, mit Rücksicht auf seine systematische Zusammenstellung, besonders abgedruckt hatte.

Was die Reichstagsstatuten v. J. 1543 anbetrifft, so hatte der Herausgeber unbedingt deren handschriftlichen, in polnischer Sprache geschriebenen Text zur Hand, d. h. den ursprünglichen, authentischen Text, wie ihn der Reichstag angenommen hatte. Da er denselben jedoch irrtümlich für eine Uebersetzung hielt, so beschloß er, den angeblich authentischen lateinischen Text durch Zusammenstellung der in den Kompendien Herburts und Januszowskis zerstreuten lateinischen Bestandteile dieses Gesetzes, die doch eigentlich hier nur Uebersetzungen des authentischen polnischen Textes waren, zu restituieren; dabei diente ihm der polnische (handschriftliche) Text als Wegweiser bei der Rekonstruktion der Ordnung und Aufeinanderfolge der Artikel. Die Restitution ist jedoch minder glücklich ausgefallen; manche Artikel des Originals werden ganz ausgelassen, andere werden umgestellt, andere wiederholt, wieder andere verkürzt oder inhaltlich verändert angeführt; ja es geht dabei nicht einmal ohne Einschlebung von Abschnitten ab, die eigentlich zu anderen Gesetzen gehören.

Dabei muß bemerkt werden, daß der Herausgeber das ihm über die Gesetze Sigismunds I zur Verfügung stehende, vor dem Jahre 1732 gedruckte Material mit noch geringerer Genauigkeit ausgebeutet hat, als dies mit den die Denkmäler der mittelalterlichen Gesetzgebung enthaltenden Werken geschehen war. Die Publikationen des Karnkowski, Olszowski, Lipski, Stephanides, Damaiewicz, Raynald, Bzowski, Hartknoch, Ancuta, Załuski und Lengnich weisen zahlreiche Denkmäler der königlichen Gesetzgebung aus der Zeit Sigismunds I. auf, die sowohl an und für sich als auch aus Rücksicht auf die Aehnlichkeit ihres Inhaltes mit anderen in die Volumina aufgenommenen Akten sich sehr wohl zur Veröffentlichung eigneten; sie wurden übergangen, indem das darauf bezügliche Material augenscheinlich nur mit geringer Sorgfalt durchsucht wurde. Sogar Wietors Ausgabe des II. masovischen Statuts v. J. 1540 nebst anderen daselbst abgedruckten masovischen Gesetzen von

hervorragender Bedeutung, wurden von dem Herausgeber nicht berücksichtigt.

Wollte man den ersten Band der Volumina in Bezug auf seinen inneren Wert vom Standpunkt der heutigen Kritik beurteilen, so müßte man gegen den Herausgeber erhebliche Vorwürfe erheben. Der Sachverhalt ändert sich jedoch, wenn wir die Verhältnisse berücksichtigen, unter denen die Herausgabe erfolgte. Ueber viele Postulate und Aufgaben einer Quellenpublikation legte man sich in der damaligen Zeit noch keine genaue Rechenschaft ab; manche, waren sie auch bekannt, konnten nicht erfüllt werden, faßt man die Schwierigkeiten auf dem Gebiete der wissenschaftlichen Arbeit zu jener Zeit ins Auge. Außerdem drängte das praktische Ziel, das sich Konarski gestellt hatte: die Herausgabe einer Gesetzsammlung von Anfang des Bestehens des Reichs bis zu seiner Zeit, in gewisser Hinsicht zu eiliger Arbeit; übertriebene Grübeleien im Sammeln und Suchen des Materials hätte die Erfüllung dieser ungeheuren Aufgabe ins Unendliche verschoben. Schon dieser Umstand entschuldigt viele Unzulänglichkeiten seiner Publikation. Andererseits muß Konarski das große, unvergängliche Verdienst zuerkannt werden, daß er die Herausgabe überhaupt unternahm und nach besten Kräften durchführte. Was für den Anfang des XVI. Jhd. das Statut Łaskis war, was während des ganzen übrigen Zeitraumes des XVI. und des XVII. Jahrhunderts nicht zu erreichen war, das verwirklichte Konarski in der ersten und in den Anfängen der zweiten Hälfte des XVIII. Jhd.: er schenkte der Nation eine große, einheitliche Sammlung der Denkmäler der Reichsgesetzgebung. Aufgabe der heutigen Wissenschaft ist es, die Lücken und Unzulänglichkeiten seines Werkes zu ergänzen und zu berichtigen.

Der Abhandlung fügt der Verfasser drei synoptische Tafeln bei. Die erste gibt eine Zusammenstellung der Quellen derjenigen Denkmäler, die im ersten Teile des ersten Bandes der Volumina abgedruckt sind, die zweite behandelt dieselbe Frage in Bezug auf jene Denkmäler, die im zweiten Teile dieses Bandes vorkommen. Die dritte schließlich enthält die Anordnung und die Quellen der einzelnen Artikel des in den Volumina wiedergegebenen Textes der Reichstagsstatuten vom Jahre 1543 und stellt dieselben zugleich mit der authentischen Anordnung des polnischen Textes zusammen.

Nakładem Akademii Umiejętności,
pod redakcją Sekretarza generalnego Stanisława Smolki.

Kraków, 1902. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządkiem J. Filipowskiego

15 Lipca 1902

PUBLICATIONS DE L'ACADÉMIE

1873 — 1902

Librairie de la Société anonyme polonaise

(Spółka wydawnicza polska)

à Cracovie.

Philologie. — Sciences morales et politiques.

»Pamiętnik Wydz. filolog. i hist. filozof. («*Classe de philologie, Classe d'histoire et de philosophie. Mémoires*»), in 4-to, vol. II—VIII (38 planches, vol. I épuisé). — 118 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. filolog. («*Classe de philologie. Séances et travaux*»), in 8-vo, volumes II—XXXIII (vol. I épuisé). — 258 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. hist. filozof. («*Classe d'histoire et de philosophie. Séances et travaux*»), in 8-vo, vol. III—XIII, XV—XLII, (vol. I. II. XIV épuisés, 61 pl.) — 276 k.

»Sprawozdania komisji do badania historii sztuki w Polsce. («*Comptes rendus de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne*»), in 4-to, vol. I—VI (115 planches, 1040 gravures dans le texte). — 77 k.

»Sprawozdania komisji językowej. («*Comptes rendus de la Commission de linguistique*»), in 8-vo, 5 volumes. — 27 k.

»Archiwum do dziejów literatury i oświaty w Polsce. («*Documents pour servir à l'histoire de la littérature en Pologne*»), in 8-vo, 10 vol. — 57 k.

Corpus antiquissimorum poetarum Poloniae latinorum usque ad Joannem Cochanovium, in 8-vo, 4 volumes.

Vol. II, Pauli Crosnensis atque Joannis Visliciensis carmina, ed. B. Kruczkiewicz. 4 k. Vol. III, Andreae Cricii carmina ed. C. Morawski. 6 k. Vol. IV, Nicolai Hussoviani Carmina, ed. J. Pelczar. 3 c. — Petri Roysi carmina ed. B. Kruczkiewicz. 12 k.

»Biblioteka pisarzy polskich. («*Bibliothèque des auteurs polonais du XVI et XVII siècle*»), in 8-vo, 41 livr. 51 k. 80 h.

Monumenta medii aevi historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 162 k.

Vol. I, VIII, Cod. dipl. eccl. cathedr. Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. II, XII et XIV. Cod. epistol. saec. XV ed. A. Sokołowski et J. Szujski; A. Lewicki. 32 k. — Vol. III, IX, X, Cod. dipl. Minoris Poloniae, ed. Piekosiński. 30 k. — Vol. IV, Libri antiquissimi civitatis Cracov. ed. Piekosiński et Szujski. 10 k. — Vol. V, VII, Cod. diplom. civitatis Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. VI, Cod. diplom. Vitoldi ed. Prochaska. 20 k. — Vol. XI, Index actorum saec. XV ad res publ. Poloniae spect. ed. Lewicki. 10 k. — Vol. XIII, Acta capitulum (1408—1530) ed. B. Ulanowski. 10 k. — Vol. XV, Rationes curiae Vladislai Jagellonis et Hedvigis, ed. Piekosiński. 10 k.

Scriptores rerum Polonicarum, in 8-vo, 11 (I—IV, VI—VIII, X, XI, XV, XVI, XVII) volumes. — 162 k.

Vol. I, Diaria Comitiorum Poloniae 1548, 1553, 1570. ed. Szujski. 6 k. — Vol. II, Chronicorum Barnardi Vapovii pars posterior ed. Szujski. 6 k. — Vol. III, Stephani Medeksa commentarii 1654 — 1668 ed. Seredyński. 6 k. — Vol. VII, X, XIV, XVII Annales Domus professorum S. J. Cracoviensis ed. Chotkowski. 14 k. — Vol. XI, Diaria Comitiorum R. Polon. 1587 ed. A. Sokołowski. 4 k. — Vol. XV, Analecta Romana, ed. J. Korzeniowski. 14 k. — Vol. XVI, Stanisłai Temberski Annales 1647—1656, ed. V. Czermak. 6 k.

Collectanea ex archivo Collegii historici, in 8-vo, 8 vol. — 48 k.

Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 156 k.

Vol. I, Andr. Zebrzydowski, episcopi Vladisl. et Cracov. epistolae ed. Wislocki 1546 — 1553. 10 k. — Vol. II, (pars 1. et 2.) Acta Joannis Sobieski 1629—1674, ed. Kluczycki. 20 k. —

Vol. III, V, VII, Acta Regis Joannis III (ex archivo Ministerii rerum exterarum Gallici) 1674—1683 ed. Waliszewski. 30 k. — Vol. IV, IX, (pars 1. et 2.) Card. Stanislai Hosii epistolae 1525—1558 ed. Zakrzewski et Hipler. 30 k. — Vol. VI, Acta Regis Joannis III ad res expeditionis Vindobonensis a. 1683 illustrandas ed. Kluczycki. 10 k. — Vol. VIII (pars 1. et 2.), XII (pars 1. et 2.), Leges, privilegia et statuta civitatis Cracoviensis 1507—1795 ed. Piekosiński. 40 k. Vol. X, Lauda conventuum particularium terrae Dobrinensis ed. Kluczycki. 10 c. — Vol. XI, Acta Stephani Regis 1576—1586 ed. Polkowski. 6 k.

Monumenta Poloniae historica, in 8-vo imp., vol. III—VI. — 102 k.

Acta rectoralia almae universitatis Studii Cracoviensis inde ab anno MCCCCLXIX, ed. W. Wislocki. T. I, in 8-vo. — 15 k.

»Starodawne prawa polskiego pomniki.« (*Anciens monuments du droit polonais*) in 4-to, vol. II—X. — 72 k.

Vol. II, Libri iudic. terrae Cracov. saec. XV, ed. Helcel. 12 k. — Vol. III, Correctura statutorum et consuetudinum regni Poloniae a. 1532, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. IV, Statuta synodalia saec. XIV et XV, ed. Heyzmann. 6 k. — Vol. V, Monumenta literar. rerum publicarum saec. XV, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VI, Decreta in iudiciis regalibus a. 1507—1531 ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VII, Acta expedition. bellic. ed. Bobrzyński, Inscriptiones clenodiales ed. Ulanowski. 12 k. — Vol. VIII, Antiquissimi libri iudiciales terrae Cracov. 1374—1400 ed. Ulanowski. 16 k. — Vol. IX, Acta iudicii feodalis superioris in castro Golez 1405—1546. Acta iudicii criminalis Muszynensis 1647—1765. 6 k. — Vol. X, p. 1. Libri formularum saec. XV ed. Ulanowski. 2 k.

Volumina Legum. T. IX. 8-vo, 1889. — 8 k.

Sciences mathématiques et naturelles.

»Pamiętnik.« (*Mémoires*), in 4-to, 17 volumes (II—XVIII, 178 planches, vol. I épuisé). — 170 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń.« (*Séances et travaux*), in 8-vo, 41 vol. (319 planches). — 376 k.

»Sprawozdania komisji fizyograficznej.« (*Comptes rendus de la Commission de physiographie*), in 8-vo, 35 volumes (III. VI — XXXIII, 67 planches, vol. I. II. IV. V épuisés). — 274 k. 50 h.

»Atlas geologiczny Galicyi.« (*Atlas géologique de la Galicie*), in fol., 12 livraisons (64 planches) (à suivre). — 114 k. 80 h.

»Zbiór wiadomości do antropologii krajowej.« (*Comptes rendus de la Commission d'anthropologie*), in 8-vo, 18 vol. II—XVIII (100 pl., vol. I épuisé). — 125 k.

»Materiały antropologiczno-archeologiczne i etnograficzne.« (*Matériaux anthropologiques, archéologiques et ethnographiques*), in 8-vo, vol. I—V, (44 planches, 10 cartes et 106 gravures). — 32 k.

Świątek J., »Lud nadrabski, od Gdowa po Bochnią.« (*Les populations riveraines de la Raba en Galicie*), in 8-vo, 1894. — 8 k. Górski K., »Historja piechoty polskiej« (*Histoire de l'infanterie polonaise*), in 8-vo. 1893. — 5 k. 20 h. »Historja jazdy polskiej« (*Histoire de la cavalerie polonaise*), in 8-vo, 1894. — 7 k. Balzer O., »Genealogia Piastów.« (*Généalogie des Piasts*), in 4-to, 1896. — 20 k. Finkel L., »Bibliografia historyi polskiej.« (*Bibliographie de l'histoire de Pologne*) in 8-vo, vol. I et II p. 1—2, 1891—6. — 15 k. 60 h. Dickstein S., »Hoëne Wronski, jego życie i dzieła.« (*Hoëne Wronski. sa vie et ses oeuvres*), lex. 8-vo, 1896. — 8 k. Federowski M., »Lud białoruski.« (*L'Ethnographie de la Russie Blanche*), in 8-vo, vol. I—II. 1897. 13. k.

»Rocznik Akademii.« (*Annuaire de l'Académie*), in 16-o, 1874—1898 25 vol. 1873 épuisé) — 33 k. 60 h.

»Pamiętnik 15-letniej działalności Akademii.« (*Mémoire sur les travaux de l'Académie 1873—1888*), 8-vo, 1889. — 4 k.